

Parti  
communiste  
français

commission Santé  
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

mai 2013

globule  
rouge  
INFO

## LES RETRAITES NE RIEN LÂCHER !

**L**e Premier ministre a annoncé une prochaine réforme des retraites pour la fin 2013, début de 2014.

Ce rendez-vous était inscrit dans la réforme de 2010. Si le gouvernement et la majorité parlementaire avaient eu le courage d'abroger cette réforme, le caractère obligatoire de ce rendez-vous tomberait.

Au-delà, ce nouveau rendez-vous signe l'échec des réformes successives depuis 1993. Les logiques (augmentation de la durée de cotisation, recul de l'âge de la retraite, diminution de la pension moyenne) mises en œuvre au fur et à mesure de ces réformes mènent à l'échec. Il faut vraiment faire autrement ! Il est actuellement « politiquement correct » de prétendre que l'allongement

de l'espérance de vie amène « logiquement » à travailler plus longtemps. C'est un vrai « coup de force » idéologique. Rien n'est écrit sur cette pseudo logique.

Comme si la vie était « naturellement » destinée à être

passée au travail, dans la soumission au travail. Nous sommes totalement opposés à cette « pseudo affirmation ». Nous n'avons pas l'intention de laisser les salarié-e-s, le monde du travail, les sans-emploi victimes de cette affirmation « politiquement correcte ». Nous sommes pour pousser le débat, pour ne rien lâcher sur cet aspect idéologique.

Nous sommes attachés à un système de retraite par répartition à prestation définie, c'est-à-dire que le niveau de pension

est établi lors du départ en retraite et n'est pas une variable d'ajustement du système, contrairement aux systèmes de certains pays européens.

Plus que jamais, nous considérons légitime et possible le départ en retraite à 60 ans à taux plein c'est-à-dire 75% du salaire de référence (les 10 meilleures années dans le secteur privé, les 6 derniers mois dans le public).

Nos propositions sur le financement de la protection sociale

permettent de crédibiliser nos alternatives.

Oui, la retraite à 60 ans est une idée d'avenir !

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



la  
commission  
**Santé**  
**protection**  
**sociale :**  
**activité en direction**  
**des retraité-e-s**

se réunira le  
**samedi 8 juin**  
**de 10 h à 16h**  
**au CN du PCF**

merci de confirmer la participation à :  
**sante@pcf.fr**

**Jean-Luc Gibelin**  
animateur de la commission  
**Santé/protection sociale**

## ORGANISATION DE LA COMMISSION (SUITE)

Suite du compte rendu de la réunion des 13 et 14 avril dernier.

Nous étions convenus de compléter le compte rendu de la réunion importante des 13 et 14 avril dernier avec les aspects de l'organisation fonctionnelle de la commission.

Les différents thèmes identifiés avec un-e référent- sont donc :

La formation des communistes et des élu-e-s sur les aspects de santé et de protection sociale, les relations avec l'ANECR et sa commission Santé, les aspects de « Santé et territoires », le lien avec le secteur activités dans les entreprises ainsi que le suivi de la publication *À cœur ouvert*, l'actualisation régulière des pages Web spécifique à notre commission, les relations avec la fondation Gabriel Péri et la publication des *Cahiers de la santé publique et de la protection sociale*, le travail avec les fédérations départementales, le lien avec les comités régionaux du Parti dans la perspective de mise en place de commission régionale *Santé/protection sociale*, les liens avec le MJCF, l'activité en direction des retraité-e-s, l'activité internationale « Europe » et « Reste du monde ».



### FERMETURE DES URGENCES DE L'HÔTEL DIEU un coup de poignard contre les Parisiens

communiqué de Ian Brossat, président du groupe PCF/PG  
au Conseil de Paris - mardi 14 mai 2013

La direction de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) annonce ce mardi que les urgences de l'Hôtel-Dieu, plus ancien hôpital de France, qui accueille 40 000 patients par an, fermeront le 4 novembre.

Il est stupéfiant que cette décision soit prise sans la moindre concertation avec les élus, les habitants et les personnels qui se mobilisent depuis des mois pour sauver cet hôpital du centre de Paris. Cette décision unilatérale, **guidée par les seuls intérêts financiers, est un coup de poignard contre les Parisiens et contre le droit à la santé. La politique d'austérité du gouvernement trouve ici une traduction concrète.**

Il est **particulièrement malheureux que Jean-Marie Le Guen, adjoint au maire de Paris chargé de la Santé**, n'ait rien fait, rien entrepris, pour empêcher cette fermeture. Pire encore, depuis des mois, **il prépare les esprits à cette décision en allant jusqu'à inventer le concept fumeux d'« hôpital debout ».**

À ce compte-là, **les hôpitaux n'auront bientôt pour seule mission que d'accueillir des Parisiens en parfaite santé.**

Ce qui se profile, c'est un désert sanitaire au cœur de Paris. **Les élus du Front de gauche se mobiliseront jusqu'au bout pour défendre l'Hôtel Dieu et l'hôpital public à Paris.**

Le contact de la commission reste l'adresse : [sante@pcf.fr](mailto:sante@pcf.fr)

Faites part de vos initiatives et de vos domaines d'intérêt en rapport à la vie et au travail de notre commission.

### Activité en direction des retraité-e-s

Notre commission assure depuis le 36ème congrès la responsabilité de l'activité en direction des retraité-e-s. C'est une activité à part entière de notre commission.

La publication *Plein temps* continuera d'exister sous la même fréquence.

Nous aurons l'occasion de revenir sur cette activité régulièrement dans nos colonnes.

Un stage de deux jours en direction des élu-e-s sur la politique de santé dans les collectivités locales vient de se tenir en partenariat avec le CIDEFE. Il a connu un franc succès. Il est possible d'en organiser d'autre d'ici les élections municipales. Nous sommes prêts aussi à envisager une session décentralisée si le nombre d'inscriptions le permet. Faites savoir vos besoins...

SOMME

DÉBAT SANTÉ

**D**ans le cadre d'une assemblée citoyenne, une centaine de femmes et d'hommes a participé au débat sur les questions de santé et de protection sociale, en vue de trouver des solutions face aux inégalités d'accès aux soins en Picardie. Le gouvernement Fillon-Sarkozy a porté des coups importants au système de santé et de protection sociale. **Le débat a montré que l'accès aux soins en Picardie est une vraie préoccupation.**

Dans un contexte social de renoncement aux soins et d'inégalités de territoire, le Conseil régional de la Picardie a voté contre le PRS, considérant que les coopérations public/privé engagées depuis plusieurs années se traduisaient systématiquement par des fermetures de sites de proximité et de démantèlement de l'hôpital public. Alors même que l'environnement rural de la Picardie a besoin d'un plan sanitaire capable de répondre aux soins de proximité. Pour ces raisons, la nécessité de réseaux sanitaires de proximité : Hôpital/ Centre de Santé fait l'objet de réflexions collectives.

Le syndicat de l'Hôpital St-Valéry sur Somme a fait part de leur lutte unitaire (grève, pétition, rassemblement, rencontre ARS

et députés) et du succès obtenu, à savoir la création de 17 postes soit 10% de l'effectif. Dans un contexte économique d'austérité, le personnel présent a salué l'utilité du politique pour répondre aux attentes des personnels et usagers de la santé.

De même, des représentants du collectif de défense de l'Hôpital d'Abbeville ont dénoncé les conditions d'accueil et de travail dans un contexte de diminution des budgets, portant la crainte d'une éventuelle fermeture de l'hôpital. Les choix de concentration autour du CHU ne sont pas viables et ne répondent pas aux besoins de la population de la Picardie. Les indicateurs épidémiologiques démontrent que la Picardie a le 2ème taux de mortalité le plus élevé de notre pays.

À noter que plusieurs participant-e-s syndicalistes, personnels ont annoncé leur volonté de participer dans leur diversité aux assises nationales pour un nouveau contrat politique à gauche du 16 juin, dont Didier Cardon – vice président socialiste du Conseil régional de Picardie.

Une adhésion au PCF a été réalisée à l'issue du débat.

Nathalie Marchand et Joël Carlier

parole d' élu

la santé à Dieppe



par Sébastien Jumel  
maire de Dieppe  
vice-président du Département

**C**e qui fait que Dieppe est une ville attractive, c'est bien sûr qu'elle dispose d'atouts essentiels pour le quotidien des habitants, avec un cadre de vie agréable, mais surtout des services publics bien implantés et qui répondent à leurs attentes. Dans ce contexte, la santé constitue évidemment un enjeu fort dans une ville qui cumule d'importants retards en matière de réponses sanitaires alors même que les besoins de la population ne cessent de croître.

Dès mars 2008, en étant élu maire, je suis devenu président du CA du centre hospitalier de Dieppe avec pour mission d'accélérer la modernisation de notre établissement et de résorber les carences. Cela s'est traduit par la livraison d'un nouveau bâtiment de médecine, d'un nouveau bâtiment de psychiatrie, par l'agrandissement et le réaménagement des urgences qui étaient devenues inadéquates et sous dimensionnées, par la création d'une hélistation ou encore par l'obtention de deux nouveaux IRM.

Parallèlement, en lien avec les organisations syndicales, et convaincus que les murs, seuls, ne suffisent pas, nous nous battons pour obtenir les moyens humains nécessaires pour permettre aux agents d'accueillir les patients dans de bonnes conditions et de proposer l'offre de soin la plus optimale.

La T2A, la loi Bachelot et l'ensemble des mesures d'assèchement des finances de notre système de santé publique décidées par la droite continuent d'avoir de graves répercussions pour les personnels avec d'inévitables conséquences pour les usagers. On note ainsi que l'image de l'hôpital public s'est dégradée, avec de grandes difficultés à faire face au recours de plus en plus tardif aux soins par les patients les plus fragilisés.

Je suis pour ma part convaincu que le volontarisme politique des élus locaux – s'il ne peut pas tout car la santé reste et doit rester une compétence forte de l'État – est l'une des clés fondamentales pour améliorer l'offre de soins et l'accès à la santé pour tous. Et le volontarisme et la vision progressiste des élus communistes, dans ce domaine, doivent se démarquer singulièrement.

J'ai ainsi pris l'initiative, en lien avec l'Agence régionale de santé (ARS), de réunir l'ensemble des acteurs du champ sanitaire et social autour de tables rondes et de l'enjeu majeur de rassembler tous les moyens dans le cadre du projet de santé de notre territoire pour développer tous les dispositifs qui permettront de réduire la fracture sanitaire et de faire prendre conscience qu'on n'est pas moins bien soigné à Dieppe qu'à Rouen ou le Havre, les deux grands pôles urbains de notre département.

Enfin, à l'échelle de la commune, nous venons, à nouveau avec l'ARS, de signer un contrat local de santé, qui établit le financement et la mise en œuvre d'une multitude d'actions impliquant notamment des partenaires associatifs visant à renforcer la prévention dans tous les domaines à l'image des soins bucco-dentaires dans les écoles, de l'obésité dans les cantines ou encore de la mise à jours des vaccins avec un accès gratuit à un service municipal de vaccination.

Il est primordial, dans mon esprit, de fédérer les acteurs de la santé, en même temps que nous devons porter l'exigence au plan national de faire de la santé une grande priorité au même titre que l'emploi et l'éducation, pour préserver ce qu'on nous envie partout dans le monde et qui est pourtant sans cesse attaquée et remise en cause : notre protection sociale à la française.

# LA FIÈVRE MONTE

## DANGER !

Depuis décembre 2008, la psychiatrie a fait l'objet d'un intense débat de société suite à la mobilisation, qui ne s'est pas relâchée depuis, pour combattre la volonté sarkozyste de faire passer la psychiatrie d'une logique sanitaire à une logique sécuritaire.

Nous avons réussi à mettre en échec la campagne de presse visant à faire croire que tous les schizophrènes seraient de dangereux criminels. Mais nous n'avons pu empêcher l'adoption de la loi liberticide du 5 juillet 2011 instaurant : un fichier des antécédents médico-légaux et des passages en Unité pour Malades difficiles, une garde à vue psychiatrique de 72h et les soins ambulatoires sous contraintes.

Ce mouvement a fait émerger la nécessité de rénover en profondeur les pratiques qui se limitent trop souvent à traiter des symptômes et à normaliser des populations et non plus à soigner des personnes en souffrance. Ce qui est dû à la démarche qualité issue de l'industrie qui privilégie les protocoles opposables et les procédures au détriment du sens du symptôme et de l'action thérapeutique. D'où l'émergence, en parallèle de la mobilisation contre la loi sécuritaire, de l'exigence d'une loi cadre refondant une psychiatrie renouant avec ses fondamentaux humanistes et éthiques.

La venue du nouveau gouvernement a fait naître de nombreux espoirs concernant l'abrogation de la loi du 5 juillet 2011 et la mise en chantier de cette loi cadre.

Au bout d'un an, la ministre, après avoir laissé entendre qu'elle allait aménager la loi du 5 juillet et non l'abroger,

## dans la psychiatrie

a finalement déclaré qu'elle comportait de grandes avancées ! Quand à la loi cadre, rien à l'horizon.

C'est pourquoi les 39 *contre la nuit sécuritaire* ont décidé d'organiser les 31 mai et 1er juin prochain des assises rassemblant professionnels, patients, familles, citoyens, pour exiger l'abrogation de la loi du 5 juillet et poser les bases de la psychiatrie que nous voulons. Assises que le PCF soutient et auxquelles il appelle ses militants et sympathisant à participer massivement.

La récente publication du plan *Autisme* a encore aggravé la situation. Au nom de la réponse à de réels problèmes (ruptures des soins, manque de soutien des familles, manque de places...) celui-ci va aboutir à interdire ce qui subsiste de pratique humaniste en psychiatrie.

Ce qui a amené les 39 à finir leurs assises plus tôt pour inviter tous les syndicats, associations, partis à tenir un grand meeting unitaire le 1er juin après midi. Le PCF y participera et appelle tous les citoyens soucieux de *l'Humain d'abord* à y venir, parce que cette question concerne chacun bien au-delà des professionnels, des patients et leurs familles.

Serge Klopp



les cocos dans les collectifs locaux

## PARIS 15 JUIN réussir la manifestation nationale

Initiée par la fédération CGT Santé Action sociale, la manifestation nationale du 15 juin, pour un grand service public de santé et d'action sociale, pour un financement de la protection sociale répondant aux besoins est maintenant portée par de nombreuses organisations, dont les composantes du Front de gauche /Santé à travers le collectif *Notre santé en danger*». Le Parti communiste se retrouve naturellement dans cet appel.

La réussite de cette manifestation est importante à moins d'une semaine de la seconde conférence sociale. À son ordre du jour, il y a d'ailleurs la réforme des retraites, le financement de la protection sociale, la politique familiale, la perte d'autonomie. Ces dossiers particulièrement sensibles pour les prochains mois nécessitent des choix politiques courageux qui tranchent réellement avec les politiques suivies

depuis des années. Il est utile de faire s'exprimer haut et fort les exigences de changement, d'une véritable politique de gauche pour une santé et une protection sociale solidaire.

La confiance espérée par la ministre n'est pas au rendez-vous. Les décisions concrètes du ministère ne correspondent pas aux attentes de celles et ceux qui l'an dernier ont voulu en finir avec la mise en concurrence, avec la privatisation, avec le renoncement aux soins.

Le prochain projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale doit marquer une orientation de gauche, doit financer une sécurité sociale solidaire conforme aux principes de ces bâtisseurs autour du ministre communiste du travail Ambroise Croizat.

**Autant de raison de contribuer, chacune et chacun à la réussite du 15 juin.**

**La manifestation sera à Paris entre Bastille et Nation à partir de 13 heures.**